

December 2013 - January 2014
Issue 70

Editor: Isabelle Ioannides (Tel: 87407)

Assistant: Aurélie Therace
(Tel: 64925)

Disclaimer: The views expressed in the BEPA Monthly do not necessarily reflect those of the European Commission.

CONTENTS

Beyond the last stretch	1
La zone euro, noyau d'une Fédération européenne	2
La Commission en 2014: trois grands défis politiques et institutionnels	4
Preparing the ground for countering fragmentation	6
Banking Union and beyond: now is the time	8
Think Tank Twitter	10
BEPA News	12

EDITORIAL

By Isabelle Ioannides

Beyond the last stretch

2014 must be a year of delivery and implementation. This message is clear in the European Commission's work programme for this year. Growth and jobs, as part of its top priorities, will drive the Commission's analysis of the reforms required at national level: efforts to repair public finances, continue structural economic reforms, and improve growth-enhancing investment. These efforts will be accompanied by initiatives proposed at European level to support economic recovery and job creation, as well as to tackle the social consequences of the crisis.

The challenges remaining are formidable. Unemployment rates, particularly among young people, are at levels that are economically and socially intolerable. Small businesses – the lifeblood of the European economy – are still struggling to find the needed finance to grow and create jobs. And while important progress has been made, Europe is still falling short of its ambitions for the single market, particularly in key areas such as the digital economy, energy and services. EU action is also needed and will focus on safeguarding values and promoting citizens' rights: from consumer protection to labour rights, from equality to respect

for minorities, from environmental standards to data protection and privacy.

Against this mixed picture, the *BEPA Monthly Brief* has asked renowned experts and thinkers to discuss the key EU policies where progress can and must be made in the next few months and before the end of this legislative cycle, and to address the opportunities offered for ensuring continuity on this mandate's achievements.

All authors agree – as does the Commission – that there is no room for complacency. But beyond being a year for completing work on the many proposals pending in the legislative process and for accelerating implementation on the ground, they call for political courage both at European and member state levels, for more and better cooperation among these two levels, for creative institutional engineering, and for solid preparation for what is to come.

The upcoming European Parliament elections provide an important opportunity for a broad debate on how to build a Europe that is more united, stronger, accountable and transparent. This debate should tackle real questions on the kind of European Union we want. In addition to a focus on results in the months ahead, an engagement with what awaits us beyond the last stretch will show Europe's businesses, but especially its citizens, that they can look to the future with confidence.

1 La zone euro, noyau d'une Fédération européenne

Par *Dusan Sidjanski**

Les élections européennes seront l'occasion d'un bilan général de l'Union européenne, des progrès dans la lutte contre la crise financière et des dégâts subis par l'économie et la société européenne. Le lent redémarrage de la croissance ne suscite pas une nette diminution du chômage ; les faillites d'entreprises, la paupérisation et la dépression des citoyens ont cassé la dynamique européenne. La stratégie de Jean Monnet de l'engrenage secteur après secteur aboutissant à l'Union politique est arrivée à sa limite. Pire, la spirale ascendante (*spillover*) a été inversée sous le choc de la crise et sous l'effet de l'austérité.

Certes une panoplie de mesures ont été prises qui ont évité l'éclatement de la zone euro. Mais des questions cruciales demeurent sans réponse : l'euro peut-il survivre à long terme sans une véritable union économique et en absence d'un fédéralisme fiscal et budgétaire ? Qui plus est, la « zone à 18 » peut-elle survivre et croître sans une Union politique et une forte cohésion sociale ? Il est de plus en plus évident que les Etats membres de la zone sont confrontés à un choix déterminant : *s'engager sur la voie de l'Union politique fédérale ou accepter à terme la mort de l'euro*. Depuis l'apparition de la monnaie il y a quelques millénaires, nous savons que battre monnaie est un acte souverain, symbole du pouvoir politique. Aucune monnaie n'a survécu sans communauté politique, Cité ou Etat. Il s'ensuit qu'il est urgent de consolider la zone euro et de l'encadrer par une Union fédérale.

Plus d'union économique

Or paradoxalement, le noyau pionnier des 18 continue à fonctionner à l'intergouvernemental dans une Union au sein de laquelle la méthode communautaire tend à se généraliser dans le volet « communauté économique ». D'où l'urgence de convertir la zone euro à la méthode communautaire en associant la Commission et le Parlement européen dans leur dimension à 18 au processus de décision à la majorité qualifiée de la zone. Un pas dans cette direction a été franchi par l'instauration du sommet de la zone euro. A son

tour, la BCE qui a pris des responsabilités accrues pourrait être dotée à l'avenir des compétences en matière de dette, comme de croissance et de l'emploi. Des propositions abondent concernant le Fonds européen de stabilisation (MES), le Fonds de relance économique, l'adoption d'un budget de 3 % du PIB de la zone.

Le débat sur la politique macro-économique bat son plein dans un langage incompréhensible pour la grande majorité de citoyens. Pour eux, les soucis portent sur la précarité de leur travail, sur le coût de la vie de famille, bref sur le quotidien bien éloigné de la haute politique de dirigeants européens. Ils ressentent dans leur peau les effets de l'austérité, des coupes budgétaires opérées dans le social, dans l'éducation, accompagnées des diminutions de salaires et du pouvoir d'achat. Le rêve de la prospérité promise par l'Union de l'Europe s'est transformé en cauchemar, sans espoir en vue. Le moment n'est-il pas venu de lancer un projet européen ?

L'austérité fait le lit de nationalismes qui émergent à nouveau, de concert avec des poussées de partis, et de mouvements extrémistes soutenus par le désespoir des couches sociales sacrifiées. D'où l'accroissement surprenant des partis de droite extrême, tels que le Front national en France et son allié hollandais, ou de mouvements d'extrême gauche, protestataires anti-européens auxquels l'Union et Bruxelles servent de bouc émissaire. La situation politique en Grèce est dramatique où la majorité gouvernementale tient à un fil. Dans les sondages, le parti Syriza au profil douteux figure en tête, suivi de la Nouvelle Démocratie et en troisième position se projette la menace du mouvement néo-nazi « l'Aube dorée ». Celui-ci se distingue par son racisme, sa violence qu'il compense par l'aide qu'il apporte à la couche la plus fragilisée de la population.

Plus d'Union politique

Le berceau de la démocratie est en danger, sur lequel on ferme les yeux tout en laissant la Troïka

* *Dusan Sidjanski est Professeur émérite de la Faculté des sciences économiques et sociales et de l'Institut européen de l'Université de Genève, et Conseiller spécial du Président de la Commission européenne.*

poursuivre sa politique d'austérité. Le cas de la Grèce est loin d'être isolé. La récente élection d'un néo-nazi à la tête de la région de Banská Bystrica en Slovaquie est là pour nous rappeler que la xénophobie et l'europhobie incarnées dans une campagne anti-Roms menacent les valeurs fondamentales de l'Europe. A cela s'ajoute une pléthore de mouvements populistes. Se propageant par les réseaux sociaux, tous semblent converger vers la déstabilisation des systèmes politiques, et plus en profondeur des tissus économiques et sociaux. Autant de dangers convergents qui obscurcissent le ciel européen et face auxquels les mesures projetées s'annoncent impuissantes.

Des forces centripètes sont à l'œuvre à l'intérieur de plusieurs pays européens. Au Royaume-Uni, alors que l'Ecosse se prépare pour un référendum sur son indépendance, le gouvernement Cameron sous la pression de l'UKIP et d'un groupe de sa majorité a promis d'organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne. La Belgique n'est pas en reste de même que la Catalogne, dont le gouvernement exige de Madrid un référendum sur son indépendance. A la renaissance des nationalismes se greffent les mouvements indépendantistes des régions. Pour satisfaire du moins en partie ces revendications qui conduisent à la multiplication de mini-Etats, ne faudrait-il pas créer au sein de l'Union politique un « Sénat des régions », à l'instar de celui proposé par les Länder lors des négociations du Traité de Maastricht ? De la sorte, tout en renforçant l'autonomie des régions et des métropoles, on garantirait leur participation à la fonction législative.

La crise qui menace la démocratie de l'Union européenne appelle à un sursaut de la part des responsables et des citoyens européens. Il est pressant de prendre au sérieux les avertissements de la Chancelière Merkel évoquant le danger que courent tant l'euro que l'Union, à défaut d'une Union politique qui serait dotée d'un gouvernement et d'une deuxième chambre. A ces appels font écho les discours du Président Hollande en faveur d'un gouvernement économique et d'une stratégie globale comprenant une véritable politique extérieure et de défense commune de l'Europe parlant d'une voix. Les interventions de la France au Mali et en RCA sont

autant d'exemples d'actions et d'initiatives qui à l'avenir devraient s'inscrire dans une stratégie globale.

Oser la Fédération européenne

Au plan mondial, la nouvelle répartition des pouvoirs et les défis que représentent les puissances émergentes (la Chine, l'Inde, le Brésil, le retour en force de la Russie), exigent une réponse commune si l'Union a l'ambition d'être un acteur influent au sein du G20 et dans les affaires du monde. L'acuité des conflits dans l'environnement de l'Union comme les menaces de la part des groupes terroristes et des organisations criminelles sont autant d'appels à la création d'une Fédération européenne. C'est dire que le temps presse pour qu'une initiative soit lancée par le moteur franco-allemand, soutenue par l'Italie ainsi qu'assistée par la Commission et le Parlement européen. S'il est difficile de concevoir une Union politique des 28, il est néanmoins urgent de commencer par la zone euro, tout en laissant l'accès ouvert à d'autres Etats membres. L'histoire des fédérations qui ont réussi montre qu'elles se sont formées autour d'un noyau fédérateur.

L'Union politique contribuerait à restaurer la cohésion et la solidarité européennes. Elle rendrait possible le recours aux *eurobonds* en soutien au New Deal européen comprenant le financement des grands travaux d'infrastructure et de communication, de la recherche et de l'innovation qui suppose un nouvel élan d'éducation et de formation. Un ensemble d'actions immédiates donnant une forte impulsion à l'emploi et au tissu d'entreprises petites et moyennes, principaux pourvoyeurs d'emplois. Il en résulterait une relance de la dynamique de l'intégration au sein de la zone euro et par conséquent au sein de l'Union européenne.

Il ne reste qu'à souhaiter que la campagne électorale qui s'ouvre porte principalement sur les projets de Fédération européenne concis et lisibles, sur le New Deal européen. Thèmes centraux qui sont susceptibles de faire renaître l'espoir auprès des citoyens de l'Union européenne.

2 La Commission en 2014: trois grands défis politiques et institutionnels

Par Yves Bertoncini*

Le renouvellement des membres de la Commission européenne et du Parlement européen et la nomination d'un nouveau Président du Conseil européen prévus en 2014 auront naturellement des conséquences politiques et institutionnelles substantielles pour le fonctionnement de l'UE et l'évolution de l'intégration européenne. Mais cette année est aussi appelée à être celle de la sortie de la crise à la fois économique, sociale et politique qu'a traversée l'UE au cours de la « législature » 2009-2014.

La Commission a vocation à jouer un rôle central dans cette perspective, aussi bien par ses initiatives que par la manière dont elle sera redynamisée à la faveur des élections européennes. Il lui faut pour cela relever trois défis principaux sur le plan politique et institutionnel, qui ont trait à ses actions au cours des prochains mois, à son positionnement au sein de l'UEM et aux conditions de désignation de ses nouveaux membres.

Façonner l'intégration européenne

Le premier défi pour le Collège actuel est d'affirmer jusqu'au bout son rôle d'« architecte » et de « maçon » au service de l'intégration européenne. La législature qui s'achève aura été marquée par une crise d'une ampleur telle qu'elle a donné une prime aux décideurs en dernier ressort que sont le Conseil européen et la Banque centrale européenne. La Commission a certes elle aussi joué un rôle de « pompier », par exemple en ajustant les modalités de contrôle des aides d'Etats aux banques ou d'usage des fonds structurels dans les pays en crise. Mais c'est dans les rôles d'« architecte » (afin de concevoir une nouvelle organisation de l'UEM notamment) et de « maçon » (pour proposer et faire adopter de nouvelles normes) qu'elle a apporté une contribution plus visible et déterminante.

Il lui faut donc poursuivre inlassablement dans cette voie au cours des prochains mois, en se focalisant sur quelques initiatives clés : adoption

des normes visant à mieux réguler la finance folle, enjeu central en vue des élections européennes, tout comme le projet d'union bancaire; accélération de la mise en œuvre des principales dispositions des Actes pour le marché unique 1 et 2, eu égard à leurs incidences en termes de croissance et d'emplois ; adoption rapide des politiques découlant du cadre financier pluriannuel post-2013, notamment en matière de cohésion et de lutte contre le chômage des jeunes ; contribution active aux négociations visant à parachever l'UEM, y compris en la dotant d'un outil d'aide aux réformes structurelles et d'un mécanisme de stabilisation conjoncturelle.

C'est grâce à l'ensemble de ces actions que la Commission pourra contribuer à consolider à la fois son rôle et la reprise économique qui s'annonce, en venant en appui de l'action des Etats membres.

Quel rôle au sein de l'UEM ?

Le deuxième grand défi politique et institutionnel que doit relever la Commission concerne son positionnement au sein de la nouvelle gouvernance de l'UEM, qui suscite des tensions avec les Etats membres et les opinions publiques.

La Commission a désormais des pouvoirs renforcés de supervision des politiques économiques et budgétaires nationales, suite aux réformes du Pacte de stabilité et à l'adoption du « TSCG ». Elle en a fait usage avec discernement en accordant des délais à certains pays pour le retour au seuil de 3% de déficit public.

Il lui faut faire preuve du même discernement dans son usage des recommandations économiques et sociales qu'elle formule à l'attention des Etats membres : recommander n'est pas commander, l'obligation de résultats budgétaire n'équivaut pas à une obligation de moyens du point de vue économique et social, et toute confusion sur ce registre apparaît négative au regard de la légitimité et de l'efficacité du Collège bruxellois. En 2014 comme par la suite, ce n'est pas en se transformant en hyper-OCDE

* Yves Bertoncini est le Directeur de Notre Europe – Institut Jacques Delors, à Paris et à Berlin.

que la Commission pourra se positionner au cœur de l'intégration européenne, mais d'abord en faisant usage de ses pouvoirs directs dans l'exercice des compétences-clés de l'UE (par exemple en matière de politique commerciale, de PAC et de politique de cohésion, de marché unique, etc.).

L'année 2014 étant celle de la fin des « mémorandums » conclus avec l'Irlande, le Portugal, la Grèce et l'Espagne (pour les banques), il revient aussi à la Commission de se projeter vers le rôle qu'elle aurait à jouer à l'avenir en pareille situation de crise : forte de l'expérience acquise, souvent dans la douleur, elle doit s'organiser pour être au cœur d'un « Trio » européen, dans lequel la BCE et l'Eurogroupe la rejoindraient, et qui pourrait agir sous un plus étroit contrôle du Parlement européen.

Il serait enfin utile que la Commission profite de l'année 2014 pour affirmer son rôle au sein d'une intégration européenne appelée à être de plus en plus différenciée, autour du creuset politique qu'est la zone euro. Le fait qu'elle puisse obtenir des pouvoirs importants dans le cadre de traités non communautaires est certes une option possible. Il serait encore davantage utile que la Commission promeuve à chaque fois que nécessaire l'usage des coopérations renforcées, après les trois premières initiatives récemment lancées sur ce registre. C'est aussi ainsi qu'elle conforterait son rôle moteur au sein de la zone euro comme de l'UE.

Quel leadership pour affronter les enjeux ?

Le troisième grand défi politique et institutionnel que doit affronter la Commission en 2014 est en partie « exogène », puisqu'il concerne les conditions dans lesquelles seront renouvelés ses membres.

Le Conseil européen proposera-t-il au Parlement européen d'investir comme Président de la Commission le candidat du parti arrivé en tête des élections européennes, et qui bénéficiera de l'appui d'une coalition majoritaire dans l'hémicycle strasbourgeois ? Proposera-t-il plutôt un candidat en phase avec l'orientation politique de cette coalition majoritaire, mais qu'il aura identifié en dehors des prétendants aux élections des 22-25 mai ? Ce Président sera-t-il en outre désigné en

fonction d'arbitrages politiques plus larges portant sur les postes de Président du Conseil européen, de Haut Représentant, voire de Président de l'Eurogroupe ? Sera-t-il choisi en raison de son profil dynamique et offensif ou plutôt parce qu'il/elle est une personnalité moins affirmée et donc présumée plus « contrôlable » ?

L'issue du dialogue entre le Conseil européen et le Parlement européen sur ces enjeux devrait déterminer pour une bonne part la nature des équilibres institutionnels de la prochaine législature, alors que ceux de la période 2009-2014 ont été fortement déterminés par les nécessités de la gestion de crise. Un Président désigné parmi les candidats aux élections européennes aurait certainement davantage de légitimité vis-à-vis des citoyens et des Etats membres.

D'un point de vue externe, le nouveau Président de la Commission devra quoiqu'il en soit agir en disposant de la double confiance du Parlement européen et du Conseil européen, en pouvant cependant se prévaloir d'un lien direct avec les citoyens qui ont concouru sa désignation. D'un point de vue interne, il aurait certainement davantage de légitimité vis-à-vis des autres membres de la Commission, y compris afin d'organiser la répartition des portefeuilles et le fonctionnement collégial de cette institution. Il appartient en tout état de cause au futur Président d'exercer toute son influence pour la nomination de Commissaires aux profils en tous points conformes avec les dispositions du Traité. De même qu'il lui revient de désigner des Vice-Présidents susceptibles de le seconder, y compris en coordonnant les Commissaires agissant dans le même domaine de compétences (relations extérieures, économie, etc.).

C'est d'abord au regard de l'évolution du contexte politique, institutionnel, économique et social que la Commission sera appelée à tracer de nouvelles perspectives en 2014 et au-delà. Mais c'est aussi en fonction de l'identité de l'homme ou de la femme qui va lui donner son nom, après les 10 ans de la « Commission Barroso », et des membres de son équipe, que le Collège Bruxellois pourra s'affirmer pleinement au cours des prochains mois, au service de l'intégration européenne.

3 Preparing the ground for countering fragmentation

By *Janis A. Emmanouilidis**

2014 is a year of transition with an uncertain outcome regarding the future steps of European integration. Following years of deep crisis, the new EU leadership and national capitals will together have to decide which way they want to go in the years to come. The outcome of this venture is unclear. But one thing seems certain: if Europeans want to sustainably overcome the current malaise and prepare themselves for the challenges ahead, they will soon need to take decisive decisions about the EU's long-term future.

This will be no easy task, considering the 'state of the Union', the current mood throughout the EU, and the risks related to an increasing fragmentation between and within EU countries. As part of their legacy, the current leadership should use their remaining time in office to help prepare the ground for their successors, who are likely to face the daunting challenge of keeping Europe's reform engine running. But what should they do in view of the current state of affairs, the prevailing sentiment in national capitals and the profound risks ahead?

State of the Union

The Union and its member states have gone through and are still facing the aftershocks and collateral damage caused by one of the worst crisis in EU history. The experience since 2010 has revealed and exacerbated significant deficiencies in the Union's economic and political construction. It cast doubt on the fundamentals of the European project as the unthinkable became thinkable, i.e. that the 'crisis snowball' might spiral out of control and trigger an avalanche with the potential to bury the euro and the European project underneath it.

The situation remains volatile. It is far too early to judge the deep consequences of the crisis. However, in systemic terms the situation has improved significantly compared to the summer of 2012. The fears of the worst-case scenario have receded. Both the ECB's promise to do 'whatever it takes' to guarantee the stability of the euro and the substantially reduced risk of a country leaving the common currency, have boosted confidence and averted the danger of a euro meltdown.

However, the EU is not out of the woods. The day-to-day reality for many 'ordinary people' remains extremely difficult and the crisis is not overcome, given the fragility of the situation. The banking system is still highly fragmented; the levels of government and private debt remain alarming; (youth) unemployment is exceptionally high and economic recovery fragile; the social and political situation in many countries remains volatile; and the crisis of political elites and the rise of populist rhetoric on all sides of the political spectrum – including mainstream parties – raises concerns about the state of European democracy.

Reactive muddling through

Collective efforts to overcome the EMU's remaining structural shortfalls have lost momentum since late 2012. 'Reactive muddling through' has become the predominant mood of the day as the immediate crisis threats and market pressures have receded. Recent progress on the establishment of a (limited) banking union and on-going discussions on the introduction of "contractual arrangements" show that the reform engine is still running. But EU governments are lagging behind and backtracking from earlier, more ambitious plans aiming towards a "(deep and) genuine economic and monetary union".

A vast majority of governments want the EU to steer clear of overambitious attempts to deepen integration, which could backfire given the negative attitudes towards the EU and the euro. According to this logic, there is a need to be realistic and accept that member states are not willing or able to go further and pool sovereignty in key areas such as taxation, the budget or social and labour policy.

Those who favour consolidation point out that significant advances in economic governance – many of them unthinkable five or ten years ago – have been or are about to be achieved. The innovations introduced show results and should be given more time to work; and the revival of public support will, ultimately, depend on the ability of the Union and its member states to deliver, especially in terms of growth and jobs.

* *Janis A. Emmanouilidis is Director of Studies and Head of Programme at the European Policy Centre (EPC), Brussels. He is part of a reflection group in the framework of the New Pact for Europe project (www.newpactforeurope.eu).*

Advocates of this line of thinking want to avoid opening Pandora's Box. They hold that it is not the right time to introduce (more) major EU reforms involving also significant changes to the current Treaties elaborated by a new Convention. This would require the assent of all 28 EU countries and involve major trade-offs between capitals, risky ratification processes, constitutional amendments, and referenda in some member states.

The key challenge: fragmentation

There are, undoubtedly, good reasons to support this way of thinking. But is this path sufficient when there is a risk of history repeating itself? When the euro was conceptualised and introduced, experts and decision-makers knew that its construction was by no means perfect. But political realities at the time did not 'allow' governments to introduce additional key elements to complete the EMU's construction. The severe consequences of this inability are being painfully felt since 2010.

Experience shows that European cooperation progresses when the immediate pressures are strong. But even if the current situation looks better than in 2012, do we really want to risk asking ourselves five, ten or fifteen years down the road why we stopped halfway when we should have been aware of the major dangers?

It goes without saying, that the EU and its member states face numerous internal and external challenges. But there is one risk which seems more profound and precarious than others. That is the danger of fragmentation – in its different shapes: (i) *fragmentation between the EU and its citizens* due to increased uncertainty about the added value of European integration and a growing feeling among citizens that they are directly affected by decisions taken in 'Brussels', which they cannot effectively influence; (ii) *economic fragmentation between member states* resulting from an increasing divergence between Europe's economies; (iii) *fragmentation between states and societies* due to a resurgence of national stereotypes and historical resentments and a harmful blame game caused by differing and often simplistic interpretations of the root causes, nature and complexity of the crisis; and (iv) *social fragmentation within individual EU countries* due to an increasing divide between the 'haves' and the 'have-less' leading to widespread perceptions of

social injustice, resulting in indignation, despair and anger.

All these different forms of fragmentation have one thing in common: they provide fertile ground for populist anti-EU/euro forces to present simple answers to complex challenges. And although these 'anti-forces' are not able to present persuasive and viable alternatives, there is a good chance that they will do well in the upcoming EP elections with negative effects at European and national levels.

A fair new grand bargain

It will be the key task of the EU's next leadership to identify and implement – together with national capitals – ways how to counter the manifold sources of economic, social and political fragmentation. Taking into account the prevailing sense of complacency, national navel-gazing and risk-aversion in many member states, this will be no easy undertaking. This is why the Union's current leadership – none of whom will stay in office after the end of the current political cycle – should in their final months help prepare the political ground for their successors.

The Presidents of the European Commission and the European Council should on the basis of a sober diagnosis of the current state of affairs outline the guiding principles, cornerstones and key elements of a comprehensive and ambitious, yet at the same time realistic plan, aiming to counter the major sources of fragmentation.

Some of the reform proposals will necessitate substantial changes to the current Treaties requiring the assent of all 28 member states. The need to seek compromises to obtain consensus and win political and public support throughout the Union means that it will be necessary to draft a 'grand bargain' reflecting the key interests of all member states. At the end of the day, this will also mean that some EU policies will have to be revised and maybe even partially 'decentralised' in return for an agreement on deepening collaboration in other areas, especially economic, financial and fiscal cooperation.

The drafting of a 'fair new grand bargain', which needs to aim at the highest possible common denominator, will require a high degree of political craftsmanship and some political courage – but it will be worth it.

4 Banking Union and beyond: now is the time

By *Baudouin Regout**

With the end of the mandates of the current European Commission, Parliament and President of the Council just a few months away, what economic and financial policies could make the best use of these few last months? Clearly, the answer should be grounded in a diagnostic of Europe's most pressing challenges of today and tomorrow.

The results of this diagnostic are mixed. On one hand, there are signs that Europe could be on its way out of the crisis. Indeed, financial markets have regained some stability, fiscal sustainability and market access of euro area governments have improved, and current account imbalances are shrinking. On the other hand, there are still many ominous challenges affecting European citizens today and threatening their well-being tomorrow. Today's challenges include first and foremost the unacceptable level of unemployment, especially for the youth, the depressed business cycle, and the access to finance at affordable interest rates for many businesses and even governments across Europe. Tomorrow's threats include the low level of innovation and competitiveness of European businesses, the impact of ageing on growth and public finances, the health of the banking sector, and the still incomplete Economic and Monetary Union (EMU).

The good news is that Europe – both at member state and European levels – seems to have found the right recipe to address these challenges. It consists of implementing the economic reforms and completing the EMU. The question then becomes what Europe can do in the last few months of this legislature to solidify and secure progress in these two areas.

Maintaining the pace of economic reforms across Europe

The pace of economic reform in Europe has picked up significantly since and in response to the crisis. In its last *Going for Growth* report, the OECD notes that “[s]tructural reforms have accelerated over recent years, with the euro area debt crisis acting as a potent catalyst”. Much of

that progress took place in the areas of labour market, pension reform and fiscal sustainability. Going forward, there is room for progress in product and service market reforms, especially for services.

Most economic reforms (e.g. labour market, product service market, fiscal policies, innovation and entrepreneurship) are largely decided and implemented by member states. Nevertheless, considering that the economic and fiscal situation of each member state affects all other EU countries, instruments have been put into place at European level to coordinate and sometimes constrain member states' economic and fiscal policies. This European 'economic governance' relied initially on the European Semester. Since the crisis and in response to it, the European 'economic governance' has been reinforced, primarily via the 6- and the 2-packs.

Finally, a number of euro area countries have agreed to apply a programme of economic and budget reforms to obtain financial assistance from the European Stability Mechanism (and the IMF). While such programmes were always meant to be temporary (and indeed Ireland has already exited its bail-out programme), the other instruments are more permanent fixtures of European economic governance. To secure that the pace of reforms in Europe keeps up, the European Commission will, in the coming months, evaluate these instruments, the European Semester and the 6- and 2- packs to identify if and how they could and should evolve.

Completing the Economic and Monetary Union, starting with the Banking Union

In its Blueprint for a deep and genuine economic and monetary union, the European Commission presented its comprehensive vision for strengthening cooperation and integration in the financial, fiscal and economic and also in the political field (for an analysis of the Blueprint, refer to the *BEPA Monthly Brief*, [no. 61](#)).

The Blueprint makes proposals across three time horizons. The proposals for the short-term

* *Baudouin Regout is an Adviser in the Analysis Team of BEPA.*

horizon are mostly in place by now, and include in particular the European Stability Mechanism which organises the financial support of member states. The measures for the medium and long term include mainly the Banking Union and further fiscal and budgetary integration.

The implementation of the Banking Union is well underway. The Single Supervisory Mechanism has been approved and is becoming increasingly operational. The European Central Bank, as its single supervisor, is currently building its capabilities to fulfil this new mission. As its first step in this new role, the European Central Bank is currently carrying out a comprehensive assessment of all banks that will be under its direct supervision, and the balance sheets of those banks. This process is a crucial opportunity to finally restore, in a lasting way, the health of the European banking system. It should contribute significantly to restoring credit to the real economy across Europe.

Further steps are however required to complete the Banking Union and break the vicious circle between sovereign debt and bank debt. They consist of a Single Resolution Mechanism (SRM), a common or coordinated Deposit Guarantee Scheme, and fiscal backstops in the now very unlikely case that all previous safeguards fail. The SRM aims at ensuring consistent decisions are taken on the resolution of banks thanks to a Single Resolution Board and common resolution financing arrangements. The Commission's SRM proposal that was approved by the Council now needs to be negotiated with and approved by the European Parliament. This is clearly a priority for the last few months of this legislature.

Further fiscal and budgetary integration should be considered if Europe is to avoid in the future another crisis, similar to the one that we are experiencing, one that would again so deeply threaten Europe's economy and the integrity of its monetary union. Admittedly, further fiscal and budgetary integration is a longer term endeavour. It will require a vibrant democratic debate, will probably take years to implement, and is likely to ultimately require some Treaty adaptations. While this cannot be part of the agenda of EU institutions at the end of this mandate, it should however be part of the democratic debate,

starting in particular with the forthcoming European Parliament elections. It is up to the political parties and leaders across Europe to drive this debate. This will require courage from mainstream parties to resist the temptation of populism and of blaming Europe for all woes – rather than explaining how Europe is actually the solution, not the problem.

Looking at the big picture

Nemat Shafik, Deputy Managing Director of the IMF, had a sobering message for Europe in her address at the Global Economic Symposium in Kiel, in October 2013: “integrate or stagnate”. Indeed, the consequences of not completing the Banking Union and further integrating economic, fiscal and budget policies would consist in economic stagnation across Europe, not dissimilar to Japan's lost decade(s). However, looking at the history of the US monetary union, one cannot shrug off the feeling that if we do not integrate enough, another deep financial and economic crisis might eventually await us, either within years or within decades.

The US dollar monetary union was built in response to three deep economic and financial crises which took place over a period of 200 years. Following each crisis, the USA learned the lessons and added pieces to the puzzle that eventually became the current dollar. These pieces of the puzzle and the debates during and after these crises carry a striking resemblance to the recent or current debates in Europe and in the eurozone. To quote but a few, these pieces include budget deficit rules for states, banking supervision, a Federal Deposit Guarantee Scheme, lender of last resort, and budget and fiscal union. It is only after the United States had put all the needed pieces of the puzzle together that the US dollar monetary union was complete and able to sail through the last crisis unthreatened.

The crisis has pushed Europe, once again, towards deeper integration. Now that the pressure of the crisis is receding, we should not be complacent. We need to add the last pieces of the European Monetary Union puzzle now, and not wait for another future crisis and its hardship to force us to do it then.

5 Think Tank Twitter

Think Tank Twitter (TTT) aims to provide regular information and updates on what is produced by think tanks and research centres across Europe (and beyond) on EU policy issues. As an analogy to the original Twitter, each summary – or tweet – does not exceed 140 words, rather than characters. Those who wish to signal new publications for possible inclusion can send them to the email address bepa-think-tank.

Shaping the Future: Europe's new voices. A communiqué

A November 2013 innovative political seminar gathering caucus leaders, representatives of social movements and members of parliaments discussed European integration and the building of a new European consensus. Confronting experience and visions, the contributors addressed views on the creation of new sources of employment and the redefinition of the quality of jobs, social dignity and the relationship between the public and private sectors. Among the proposals and initiatives encouraged, several topical clusters emerged: social economic democracy – with the needed redefinition of the concept of European citizenship based on social guarantees at European level; citizen empowerment at a time when the lack of appropriate participatory platforms has inhibited the creation of a political space; and strengthening the interaction between national policy-makers and politicians across Europe to foster a shared perception of key issues (e.g. on processing the banking union).

<http://www.iai.it/pdf/DocIAI/iai1312.pdf>

The Global Economy in 2030: Trends and strategies for Europe

The authors draw conclusions on the impact of global economic trends on the EU in 2030. They first present the drivers for growth and then focus on the EU evolution, policy challenges and game changers. They describe a richer and older world, where the global population might start to decline, and a world where trade globalisation might have peaked. New economic actors will emerge. China is described as a big power that will have to prove its capacity to face economic/political transitions. Financial globalisation could take off in this emerging world, but this quick growth would not introduce more multi-polarity. The weakness of EU population dynamics (and declining labour force) will put a significant stress on economic growth: centrifugal forces (finance, trade, debt, energy) reduce the effectiveness of integration.

www.ceps.eu/files/research_area/GlobalEconomyin2030.pdf

Europe's Societal Challenges: An analysis of global trends to 2030 and their impact on the EU

The report draws a picture of societal challenges for the EU on key areas such as individual empowerment and connectivity, inequality and the rise of a global middle class, employment and changing global markets, and migration. Europe's economy is expected to continue its decline, and policymakers should focus on a 'new growth paradigm' centred on society, not growth. The authors offer the following policy proposals for the EU to meet the challenges ahead: invest in citizens through policies that will tackle growing inequalities between middle-/high- and lower-income groups; create a growth-friendly ecosystem where education priorities are adapted to the needs of the market and innovative capacities of enterprises are strengthened; and reinvent government to address the affordability of welfare systems and the institutional legitimacy crisis.

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR400/RR479/RAND_RR479.pdf

Empowering Europe's Future: Governance, power and options for the EU in a changing world

How can the EU balance the downsizing of its relative weight in the international system with the changing global stage – a world that is more fragile, unpredictable and interdependent? The progressive diffusion of power, resource insecurity, military uncertainties, innovation needs and climate change may be disruptive, as is the risk of introversion of many governments (i.e. their inclination to disengage from international decision-making processes). In parallel, the world could be more fragmented because of the rising power of new state and non-state actors. To manage the more congested changing world, the EU will need to develop new methods of political engagement. The authors suggest four areas where the EU's role could be significant: improving clean energy resources; preventing conflict; making global markets work; and fostering innovation.

http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Europe/Europe_Future.pdf

Supervisory Transparency in the European Banking Union

Bank regulatory transparency brings important benefits: democratic accountability and market discipline are strengthened, and capital is efficiently distributed. Despite recent efforts, European bank requirements on bank transparency are insufficient. The authors examine the extent to which individual bank regulatory data is publically available in the EU, surveying and analysing the American case. They argue that there is greater transparency in the US and that EU bank supervisors should provide accessible and consistent data on banks to monitor the European banks under the SSM. Individual bank filing data do not guarantee that financial crises will not happen. Concrete steps are needed to increase transparency across the banking union, including determining the rules applied at member state and European levels regarding accessing data of member states' banks. This will counterbalance the European Banking' limited authority.

<http://www.bruegel.org/publications/publication-detail/publication/807-supervisory-transparency-in-the-european-banking-union/>

Why Europe Needs a New Global Strategy

Europe is losing power and influence, and its approaches to external relations are ineffective. Today's dilemmas should trigger a rethink of the decade old European security strategy: the world faces a new political awakening and Europe has to rethink its 'soft power' strategy; 'effective multilateralism' is harder to achieve; the erosion of European military capabilities is problematic; the transatlantic relation is being transformed by US disengagement; and developments in Asia affect the European strategic identity. Convergence in strategic culture among member states must be strengthened, in particular at this crucial moment of spending cuts and economic crisis. A strategic rethink will need to address tensions between national and EU interests, between a vision of Europe as a regional power and a transatlantic partner, as well as between legal, economic, security and defence interests.

http://ecfr.eu/page/-/ECFR90_STRATEGY_BRIEF_AW.pdf

Strategic Options for Europe's Future

This reflection paper of eleven European foundations analyses the 'state of the Union', the socio-economic and political challenges facing the EU, and proposes strategic options for the future. In particular, the structural deficits, the leadership crisis, the rising inequalities between member states, and the risk of Europe being marginalised on the global scene, are underlined. In response, the authors present potential strategic options (assessing both their advantages and disadvantages). These include: identifying where cooperation at European level is needed and where re-nationalisation is useful; tackling issues relating to the EMU and strengthening the role of the European Parliament in the eurozone governance; strengthening financial and economic cooperation and increasing the EU budget; and reinforcing EU institutional capacity and thinking on a long-term approach to European cooperation.

http://www.newpactforeurope.eu/documents/1st_report_new_pact_for_europe.pdf

Running into the Sand? The EU's faltering response to the Arab revolutions

The EU's response to the consequences of the Arab spring has produced limited results. The economic situation in the region remains highly problematic (with a serious decline in Foreign Direct Investment) and the EU was politically challenged by recipient countries in its democracy promotion efforts. Contesting the technical approach to government financing that he considers insufficient, the author calls for a pragmatic approach and makes eight recommendations. These are: increasing democracy assistance; using conditionality on this aid; encouraging civil service reform as a way to fight corruption; providing more loans to small- and medium-size businesses; promoting regional trade agreements as a way to enhance growth; supporting judicial reform and creating good business conditions; investing in education; and building strong security cooperation.

http://www.cer.org.uk/sites/default/files/publications/attachments/pdf/2013/esy_eb_arab_18dec13-8216.pdf

6 BEPA News

Arrivées / Départs

L'équipe de la Conseillère Scientifique en Chef a le plaisir d'accueillir Xameerah Malik, dont la tâche principale est de coordonner le travail du Conseil Consultatif pour les Sciences et les Technologies.

Jyri Ollila, conseiller dans l'équipe Analyse, rejoint la Représentation Permanente de la Finlande à Bruxelles où il s'occupera des questions de pêche et d'utilisation des ressources naturelles. Cindy Galantino, du secrétariat de l'équipe Outreach, a quitté le BEPA pour intégrer la DG REGIO. Nous leur souhaitons une bonne continuation.

Evénements

La seconde assemblée générale du projet « Un Nouveau Récit pour l'Europe » s'est déroulée à Milan le 8 et 9 décembre 2013, en présence du Président Barroso, du Premier Ministre italien Letta, du Premier Ministre slovène Bratusek, en compagnie d'autres artistes et intellectuels européens et internationaux renommés. Les discussions concernant l'avancement du texte final sur le Nouveau Récit ont été suivies d'un dîner-débat avec le Président Barroso. Les professeurs Jean-Marc Ferry (philosophe) et Elena Cattaneo (scientifique) ont prononcé des allocutions sur ce que l'Europe est et où elle va en ces temps de changements. Le débat est disponible en ligne: http://ec.europa.eu/debate-future-europe/new-narrative/index_en.htm

Le 13 décembre 2013 s'est tenue la réunion « L'opinion publique à cinq mois des élections européennes », organisée conjointement par le BEPA et la DG Communication, en présence de Jacques-René Rabier, fondateur de l'Eurobaromètre. Dominique Reynié, Professeur des universités à Sciences Po Paris, a dégagé des pistes de réflexion sur le thème du populisme. Bobby Duffy, Directeur-général « Public Affairs » de l'Ipsos MORI, a pour sa part concentré l'analyse sur l'influence des générations.

Le Groupe Européen d'Ethique s'est réuni le 14 et 15 janvier, dans le cadre de la préparation de son Opinion sur la sécurité et les technologies de surveillance.

La Commission européenne s'apprête à faire le point sur la stratégie Europe 2020, quatre ans après son lancement, pour une croissance plus intelligente, plus durable et plus inclusive. Le BEPA a participé à cette exercice d'évaluation interne, mené par le Secrétariat Général de la Commission, en organisant le 15 janvier une rencontre entre des experts externes et des services clés de la Commission pour aborder des questions centrales concernant Europe 2020.

Lors du Forum économique Mondial à Davos ce 23 janvier, le Président Barroso a discuté du « Nouveau Récit pour l'Europe » et de la place des arts et des sciences dans le façonnage des identités lors d'un panel intitulé « Art et Identité » avec Olafur Eliasson (artiste visuel), Shirin Neshat (réalisatrice), Elif Shafak (femme de lettres) et James Cuno (professeur d'histoire de l'art).

Le 22 janvier, le BEPA et la COMALACE (Contribution des Obédiences Maçonniques Libres et Adogmatiques à la Construction Européenne) ont organisé conjointement un séminaire de dialogue, dans le cadre de l'article 17 du TFUE. Cette réunion, qui a rassemblé des représentants de la Commission et des organisations non philosophiques, a permis d'échanger au cours de deux sessions sur le thème suivant : « Citoyenneté européenne et innovation sociale ».

Le 31 janvier, les membres du Conseil Consultatif des Sciences et de la Technologie (STAC) se sont réunis à Bruxelles, pour travailler sur un programme de travail sur la science et la technologie comme moteur de l'Europe. Le Conseil a discuté de leur prochain rapport, qui identifiera les domaines porteurs qui permettront à l'Europe de rester ou de devenir un leader mondial en matière de sciences, de technologie et d'innovation, ainsi que des recommandations pour garantir que de telles opportunités soient exploitées. Le Président Barroso, que le Conseil oriente sur la prospective, a assisté à une partie de la réunion.

Evénements à venir

Le 17 février, avant la conférence annuelle ESPAS, aura lieu la première réunion du groupe d'experts en prospective de la Commission. Ce réseau a été mis en place avec le soutien du Président par le BEPA et l'équipe de la Conseillère scientifique en chef du Président. Dix-neuf directions générales de la Commission y participent et se mettront d'accord sur le programme de travail de 2014, qui inclura des workshops, un Eurobaromètre et une conférence de haut niveau sur le futur des villes, des habitations, de la santé, de la mobilité, et des citoyens.

Le Président Barroso ouvrira la conférence ESPAS 2014, qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 février. Intitulée « Global Trends 2013 – Key challenges ahead for the European Union », la conférence se concentrera sur douze questions

stratégiques que l'Europe devra se poser pour affronter le futur de manière efficace. La conférence partira des conclusions des trois *trend reports*, publiés en novembre dernier, qui ont abordé les thèmes de l'économie, du changement sociétal et de la gouvernance internationale. Les participants discuteront, entre autres, des effets des changements dans l'équilibre du pouvoir mondial, des conséquences des avancées spectaculaires de la technologie et du renforcement croissant du pouvoir des citoyens. Des orateurs de Chine, des Etats-Unis, d'Amérique du Sud, d'Afrique, de Russie et d'Inde feront part de leurs perspectives sur ces questions, au même titre que beaucoup d'autres, dans le cadre de la préparation du tout premier rapport de l'Union européenne sur les tendances mondiales, dont la publication est prévue mi-2014.



Le Président Barroso lors de son discours à la 2^e assemblée générale du Nouveau Récit pour l'Europe, le 8 décembre 2013 à Milan.